

Plus aucun audit sur le logement social

Depuis plusieurs mois (juillet 2015), la direction de l'audit de la Société wallonne du logement (SWL) a vu ses effectifs réduits de 13 à 4 personnes. Elle a aussi été intégrée à l'administration régionale. Pas un problème en soi, mais selon le député MR wallon Philippe Knaepen, il n'y a plus le moindre audit de fait auprès des 64 sociétés de logement social de Wallonie.

« Les sociétés ne sont plus auditées », nous dit le député Knaepen. « Or, un audit, ça peut apporter de nombreuses choses. D'un point de vue positif, ça permet d'apporter l'expérience et des idées venant d'autres sociétés. D'un point de vue plus négatif, ça sert à mettre le doigt sur des dysfonctionnements et à les corriger. C'est un moyen de contrôle au niveau des comptes, des marchés publics (...) Aujourd'hui, il n'y a plus rien, il n'y a plus aucun audit. »

Et c'est là que l'on sent planer l'ombre du comptable de l'Office wallon des déchets, en prison actuellement pour détournements. Il n'a rien à voir avec la SWL, mais c'est une absence de contrôles qui lui a permis de détourner tranquillement 2 millions. On n'en est pas là, mais, prévient Philippe Knaepen, « il faut faire attention à la bonne gouvernance. Il peut y avoir des dérapages. »

DÉPRIME

Selon M. Knaepen, la diminution des effectifs s'explique aussi par des départs de personnes « qui déprimaient parce qu'elles n'avaient plus rien à faire ». Bigre ! Interrogé par le député, le ministre PS du Logement, Paul Furlan, reconnaît un problème. À la fois en personnel et même sur la nouvelle organisation de l'ancienne direction d'audit de la SWL intégrée dans l'admini-



Philippe Knaepen (MR) dénonce l'absence d'audit. © Belga

nistration wallonne. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que les choses ne progressent pas très vite, alors que le problème est connu depuis juillet 2015.

Cependant, rassure-t-on à la SWL, « toutes les sociétés ont été auditées et les dysfonctionnements ont été corrigés ». C'est ce que dit le porte-parole de la SWL, Daniel Pollain, qui ajoute : « Des audits ont encore bien lieu et ne nécessitent plus les corrections d'avant. Les sociétés de

logement sont mieux gérées. » Mais le porte-parole rappelle que les audits ne sont plus du ressort de la SWL. Et le ministre confirme implicitement à M. Knaepen que les audits n'ont plus lieu.

« Il ne suffit pas de dire que l'on est au courant du problème », s'énerve le député MR. « Il faut absolument ces audits. C'est de la non-gestion de la part du ministre. Il faut assurer un suivi des audits précédents. »

BENOÎT JACQUEMART